

Rapport d'activité 2020

Depuis plus de 50 ans,
les multinationales établies
dans la région lémanique
contribuent directement à
la prospérité de tous.

2020 Activity Report

For more than 50 years,
multinationals established
in the Lake Geneva area
have been contributing
directly towards
the prosperity of everyone.



Groupement des
Entreprises
Multinationales



Sommaire

Sommaire	2
Mot du Président	3
Rétrospective 2020 – Covid-19 : rôle et implication du GEM ...	5
Dossiers politiques	6
Services aux membres	7
Commission ressources humaines	9
Commission affaires publiques	12
Commission fiscale	14
Perspectives 2021	16

Contents

Contents	2
President’s Message	3
A look back at 2020 – Covid-19: role and involvement of GEM	5
Policy matters	6
Services to members	7
Human Resources Commission	9
Public Affairs Commission	12
Tax Commission	14
Outlook 2021	16



François Rohrbach
Président du GEM
GEM President

Mot du Président

Il y a un an, dans le précédent rapport d'activité du GEM, je consacrais mon message à la compétitivité de la Suisse, à sa stabilité politique, juridique et fiscale, à ses conditions cadre, en résumé à son attractivité en tant que destination. Aujourd'hui ces questions, bien que toujours d'actualité, semblent très éloignées de la réalité des derniers mois. Le terme même de destination semble irréel après une année qui aura vu des frontières se fermer, les avions rester au sol, les voyageurs renoncer à leurs projets.

Si le GEM a été présent, comme à son habitude, pour défendre les intérêts de ses membres sur des questions politiques, fiscales ou sociétales, c'est bien la crise du coronavirus et ses conséquences notamment économiques qui aura mobilisé l'ensemble de ses ressources. Par ressources j'entends l'équipe du secrétariat, les différentes commissions et groupes de travail, ainsi que l'ensemble des entreprises membres.

Si c'est dans une tempête qu'on reconnaît les qualités d'un capitaine, c'est dans une année comme celle que nous venons de traverser que l'importance d'une organisation telle que le GEM prend tout son sens. Lorsque c'était nécessaire, il a fait entendre la voix des multinationales auprès des autorités fédérales comme cantonales. Lorsque c'était nécessaire, il a orienté et conseillé les entreprises membres. Lorsque c'était nécessaire, il a servi d'espace de discussions et d'échanges.

Cette année plus que jamais, c'est grâce à la participation financière et humaine de ses membres que le GEM a pu déployer les ressources nécessaires pour les accompagner. Je tiens à remercier chaleureusement chaque représentant d'entreprise membre pour leur intense implication au sein du GEM.

President's Message

A year ago, in the last GEM Activity Report, I devoted my message to Switzerland's competitiveness, its political, legal and fiscal stability, its framework conditions, in other words its attractiveness as a destination. Today, although these questions are still relevant, they seem very far removed from the reality of recent months. Even the term 'destination' seems unreal, after a year that has seen borders closed, aircrafts grounded, and travellers cancelling their plans.

While the GEM was still there as usual to uphold the interests of its members on political, fiscal or societal issues, it was the coronavirus crisis and its consequences, particularly for the economy, which occupied all its resources. By resources I mean the team of the Secretariat, the various commissions and working groups, as well as all of the member companies.

If a storm brings out the best qualities of a captain, it is in a year like the one that we just lived through that the importance of an organisation like GEM is most apparent. Where necessary, it expressed the view of multinationals to the federal and cantonal authorities. Where necessary, it provided guidance and advice to member companies. Where necessary, it provided a platform for discussions and exchanges of ideas.

This year more than ever before, thanks to the financial and human contribution of its members, GEM was able to deploy the resources necessary to support its members. I wish to convey my warmest thanks to every representative of a member company for their intensive involvement in the work of GEM.

If a storm brings out the best qualities of a captain, it is in a year like the one that we just lived through that the importance of an organisation like GEM is most apparent.

Si c'est dans une tempête qu'on reconnaît les qualités d'un capitaine, c'est dans une année comme celle que nous venons de traverser que l'importance d'une organisation telle que le GEM prend tout son sens.



Rétrospective 2020 – Covid-19: rôle et implication du GEM

En 2020 le GEM a accueilli trois nouvelles entreprises – Gunvor, Publicis Communication Lausanne et Garrett Motion – portant à 93 le nombre de membres au 31 décembre 2020.

Cette année a vu le fonctionnement du GEM s'adapter à la crise du coronavirus.

Le programme et le déroulement des séances plénières ont été adaptés. Elles ont d'abord été annulées avant d'être proposées en ligne, les membres ayant le choix de les suivre en direct ou en différé grâce à un enregistrement vidéo permettant de voir à la fois les intervenants et leur support de présentation. Cette configuration a remporté un vif succès avec plus d'une centaine de personnes connectées à chaque diffusion. Ont notamment été abordés: le télétravail, les questions juridiques en lien avec le Covid-19 soit: les vacances et la compensation des heures supplémentaires, le congé modification et la protection contre le licenciement, le congé paternité et les nouvelles dispositions légales sur les proches aidants, l'affiliation des travailleurs frontaliers à la sécurité sociale.

Le mode de fonctionnement des commissions s'est également adapté à la situation comme présenté aux chapitres correspondants. Leur intense implication au service des membres a contribué à mettre en évidence l'importance du travail transverse entre les différentes commissions, chacune selon ses priorités ayant contribué à l'effort global du GEM.

La communication aux membres s'est fortement intensifiée, essentiellement sous la forme d'e-mails envoyés à l'ensemble des contacts inscrits auprès du GEM au fur et à mesure de l'évolution de la situation sanitaire et du contexte juridique concernant les entreprises.

A look back at 2020 – Covid-19: role and involvement of GEM

In 2020, GEM welcomed three new members - Gunvor, Publicis Communication Lausanne and Garrett Motion - bringing the number of members to 93 as of 31 December 2020.

This year, the GEM's operations had to adapt to the coronavirus crisis.

The programme and the holding of plenary sessions were amended. Initially, they were cancelled before then being organised online, with members offered the choice of watching them live or recorded on video, which enabled both the speakers and their presentation materials to be seen. This configuration proved to be highly successful, with over a hundred people connected to every transmission. The following topics were addressed: teleworking, legal questions connected with Covid-19, i.e.: holidays and compensation of overtime, termination with offer of revised contract terms and protection against dismissal, paternity leave and new legal provisions on family carers, and application of social security schemes for cross-border workers.

The operation of the commissions was also adapted to the situation set out in the corresponding sections. Their intense involvement on behalf of members contributed to highlighting the cross-cutting work between the various commissions, each of them having contributed according to its own priorities to the overall work of GEM.

Communication to members was greatly intensified, mainly in the form of e-mails sent to all contacts registered with GEM as the public health situation and the legal context of businesses evolved.



Dossiers politiques

— Initiative de limitation

Le GEM s'est impliqué dans le cadre de la campagne contre l'initiative populaire «Pour une immigration modérée» refusée en votation le 27 septembre 2020.

Ce résultat est un véritable soulagement à plus d'un titre. Les membres du GEM ont conscience de l'importance stratégique et économique de la position de la Suisse au cœur de l'Europe et du besoin vital de maintenir un accès facilité au marché européen. Ils ont besoin d'accéder à une main-d'œuvre étrangère hautement qualifiée, garantie par la libre circulation des personnes.

Son acceptation aurait mis en péril l'édifice des accords bilatéraux et entraîné une crise durable avec l'Union européenne, principal partenaire économique de la Suisse. Les accords bilatéraux ont fait leurs preuves et sont taillés sur mesure pour la Suisse. La voie bilatérale étant une nouvelle fois consolidée par un vote populaire, la Suisse peut maintenant aller de l'avant dans les dossiers européens encore ouverts.

Les membres du GEM ont conscience de l'importance stratégique et économique de la position de la Suisse au cœur de l'Europe et du besoin vital de maintenir un accès facilité au marché européen.

— Initiative zéro pertes

Cette initiative avait été lancée pour contrer la réforme de la fiscalité des entreprises. Son acceptation en votation cantonale le 27 septembre 2020 reste sans impact sur la mise en œuvre de la RFFA.

— Initiative pour des entreprises responsables

Suite au dépôt de l'initiative en octobre 2016, le Conseil fédéral a annoncé dans un premier temps ne pas lui opposer de contre-projet. Ce n'est que début 2019 qu'il a finalement dé-

Policy matters

— Initiative to limit immigration

GEM became involved in the campaign against the popular initiative 'In favour of moderate immigration', rejected by referendum on 27 September 2020.

This result came as a relief for several reasons. GEM members are aware of the strategic and economic importance of the position of Switzerland in the heart of Europe, and the vital requirement to maintain easy access to the European market. They need to access highly-skilled foreign labour, guaranteed by the free movement of persons.

Had it been accepted, it would have endangered the framework of bilateral agreements and led to a lasting crisis with the European Union, Switzerland's main economic partner. The bilateral agreements have proven their worth and are tailor-made for Switzerland. As the bilateral route was consolidated once again by a referendum, Switzerland can now move ahead with the issues that are as yet unresolved with Europe.

GEM members are aware of the strategic and economic importance of the position of Switzerland in the heart of Europe, and the vital requirement to maintain easy access to the European market.

— Zero losses initiative

This initiative was launched to counter the reform of corporate taxation. Its acceptance by a cantonal referendum on 27 September 2020 remains without any impact on the implementation of the tax and pensions system (RFFA).

— Initiative for responsible businesses

Following the proposal of the initiative in October 2016, the Federal Council announced initially that it would not be making a counter-proposal. It was only at the beginning of 2019 that it made an indirect counter-proposal



posé un contre-projet indirect caractérisé par trois éléments principaux : l'absence de responsabilité des entreprises, une obligation de rendre des comptes en matière de droits de l'homme et de l'environnement et une obligation de diligence raisonnable et de reporting étendu dans les domaines des minerais de conflit et du travail des enfants. Soutenu par le Conseil des Etats, ce contre-projet s'est retrouvé opposé à un second, proposé préalablement par plusieurs organisations économiques dont le GEM, et soutenu par le Conseil national. Il faut souligner ici l'intense implication du GEM tout au long des discussions sur l'initiative pour aboutir à l'élaboration de ce contre-projet indirect. Seul le contre-projet du Conseil fédéral a finalement été retenu. S'agissant d'un contre-projet indirect c'est donc le texte qui doit entrer en vigueur suite au rejet de l'initiative en votation le 29 novembre 2020. Des ordonnances sont en cours d'élaboration et une mise en application est attendue pour le 1^{er} janvier 2022.

Il faut souligner ici l'intense implication du GEM tout au long des discussions sur l'initiative pour aboutir à l'élaboration de ce contre-projet indirect.

Services aux membres

Rappel des services et prestations dont bénéficient les entreprises membres du GEM :

— Conseils juridiques

Le GEM dispense à ses membres des conseils juridiques en droit du travail, des assurances sociales et des autorisations de travail. Ces services de conseils et d'assistance juridique sont dispensés par des avocats spécialisés en droit du travail. Une permanence est assurée tous les jours ouvrables et fournit notamment des conseils lors de la rédaction de contrats de travail ou de règlements d'entreprise, la rédaction d'avis de droit ou l'assistance lors de négociations. Le GEM est également en mesure d'assister et de représenter ses membres auprès de la juridiction des Prud'hommes [Genève].

characterised by three main elements: absence of corporate responsibility, a reporting obligation concerning human rights and the environment, and broader due diligence and reporting obligations in the field of conflict minerals and child labour. Supported by the Council of State, this counter-proposal was up against a second one, proposed earlier by several business organisations including GEM, and supported by the National Council. The intensive involvement of GEM throughout the discussions about the initiative to achieve the drafting of this indirect counter-proposal should be emphasised. Only the counter-proposal of the Federal Council was ultimately adopted. As it is an indirect counter-proposal, it is this text that will come into effect following the rejection of the initiative in a referendum on 29 November 2020. Ordinances are now being drafted and implementation is expected as from 1st January 2022.

The intensive involvement of GEM throughout the discussions about the initiative to achieve the drafting of this indirect counter-proposal should be emphasised.

Services to members

A reminder of the services and benefits for GEM member companies:

— Legal advice

GEM provides its members with legal advice on employment law, social insurance and work permits. These legal advice and assistance services are provided by lawyers specialising in employment law. A staff is on stand-by on working days and gives advice on the drafting of employment contracts and standing employment conditions, writing of legal opinions or assistance during negotiations. GEM is also able to assist and represent members at the Industrial Tribunal in Geneva.



– Contrats d'assurance collectifs

Le GEM propose des contrats d'assurance collectifs, adaptés aux besoins spécifiques de ses membres, qui portent sur les domaines de l'assurance-maladie (base et complémentaire pour tous les employés, membres de famille et retraités), l'assurance-accidents, la perte de gain en cas de maladie et la prévoyance professionnelle (LPP).

– Services d'immigration

Les membres du GEM bénéficient d'un accord avec un prestataire de renom pour des services d'immigration à tarifs préférentiels, réservés exclusivement aux sociétés membres. Il propose des services d'immigration complets pour toutes les procédures d'immigration suisses, y compris les autorisations L, B, C, Ci, G, les renouvellements, les autorisations de travail à court terme, les naturalisations, la résidence et les visas d'affaires.

– Modes et structures de garde des petits enfants

Grâce à un contrat collectif avec l'Association romande de conseils aux entreprises sur la garde d'enfants (ARCE), le GEM fournit un service d'information et de conseil sur les différents modes et structures de garde des petits enfants.

– Lieu d'échanges et d'information

Le GEM défend les intérêts de ses membres, prend position sur des sujets politiques d'actualité et constitue un lieu d'échanges et d'information. Ses représentants rencontrent régulièrement les autorités politiques fédérales et cantonales dans le cadre d'échanges liés au maintien des conditions cadre, afin de transmettre les préoccupations et les besoins des entreprises multinationales de l'Arc lémanique (fiscalité des entreprises, relations avec l'Union européenne, etc.).

– Commissions et groupes de travail

Les commissions (ressources humaines, fiscale et affaires publiques) et groupes de travail du GEM sont aussi en contact étroit avec les autorités administratives cantonales (administrations fiscales, autorités en charge de l'inspection du travail et de la délivrance des permis de tra-

– Group insurance contracts

GEM offers group insurance contracts suited to the specific needs of its members in the fields of health insurance (basic and supplementary for all employees, their family members and retirees), accident insurance, loss of earnings in the event of illness and pensions.

– Immigration services

GEM members benefit from an agreement with a reputable provider of immigration services at preferential rates, reserved exclusively for member companies. It offers comprehensive immigration services for all Swiss immigration procedures, including work permits of types L, B, C, Ci, G and renewals, short-term work permits, naturalisations, residence and business visas.

– Childcare arrangements and facilities

Under a group contract with the 'Association romande de conseils aux entreprises sur la garde d'enfants (ARCE, the Association to Provide Companies with Advice on Childcare of French-speaking Switzerland), GEM provides an information and advice service about the various childcare arrangements and facilities.

– A platform for exchanges of ideas and information

GEM upholds the interests of its members, adopts positions on current policy issues and constitutes a platform for exchanges of ideas and information. Its representatives regularly meet the federal and cantonal political authorities in the context of exchanges of view about maintaining the framework conditions, in order to convey the concerns and needs of multinational companies in the Lake Geneva Region (corporate taxation, relations with the European Union, etc.).

– Commissions and working groups

The GEM commissions (human resources, tax and public affairs) and working groups are also in close contact with the cantonal administrative authorities (tax administrations, authorities in charge of the labour inspectorate and issue of work permits, etc.) so as to exchange views and



vail, etc.] de manière à échanger et proposer des solutions pragmatiques aux évolutions législatives nationales et internationales.

— Séances plénières

Les séances plénières du GEM, organisées sous forme de conférences thématiques, réunissent 10 fois par an les entreprises membres autour d'un sujet donné et d'invités spécialisés dans le domaine. Elles représentent une opportunité privilégiée d'échanger sur des préoccupations communes.

Commission ressources humaines

— Partenariat renforcé avec les autorités politiques et les administrations publiques

La commission ressources humaines a continué de renforcer sa collaboration avec les autorités politiques et les administrations publiques. Parmi ses principaux interlocuteurs: le Département de la sécurité, de l'emploi et de la santé du Canton de Genève [DSES], l'Office cantonal de la population et des migrations, le Secrétariat d'Etat aux migrations, l'Union des associations patronales genevoises [UAPG] et la Fédération des Entreprises Romandes Genève [FER Genève]. La collaboration a porté notamment sur l'obligation d'annonce des postes vacants en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2018. Le GEM a pu donner son avis sur l'outil check up 2020, sur la nomenclature des professions et sur les besoins des multinationales en matière de mobilité et de gestion des talents. A noter cependant que de manière générale les entreprises membres du GEM ne sont pas touchées par cette obligation, à l'exception des réceptionnistes et manutentionnaires. L'issue du Brexit et ses conséquences en termes d'immigration ont aussi fait l'objet de discussions avec les autorités.

— Support aux membres dans le cadre de la crise sanitaire

Le support aux membres en lien avec la crise du Covid-19 a constitué une part importante de l'activité de la commission ressources humaines. Elle s'est réunie de manière virtuelle toutes les deux semaines, notamment pour rappeler à ses membres les mesures légales à prendre dans le cadre de la

propose pragmatic solutions to national and international legislative changes.

— Plenary sessions

The GEM plenary sessions, held in the form of theme-based conferences, bring member companies together 10 times per year to tackle a given subject with guests specialising in that field. They represent a prime opportunity to exchange views on shared concerns.

Human Resources Commission

— Enhanced partnership with political authorities and public administrations

The human resources commission continued to intensify its cooperation with the political authorities and public administrations. Among its main interlocutors: the Department of Security, Employment and Health of the Canton of Geneva [DSES], the Cantonal Office for Population and Migration, the State Secretariat for Migration, the Union of Geneva Employers' Associations [UAPG] and the Federation of French-speaking Companies Geneva [FER Genève]. The cooperation also concerned the obligation to advertise vacant posts, which has been in force since 1st July 2018. GEM was able to give its opinion on the Check up 2020 system, on the nomenclature of the professions and on the needs of multinationals in terms of mobility and management of talent. It should be noted that generally speaking, GEM member companies are unaffected by this obligation, except for receptionists and warehouse staff. The outcome of Brexit and its consequences in terms of immigration were also the subject of discussions with the authorities.

— Support to members in the context of the public health crisis

Support to members in relation to the Covid-19 crisis formed an important part of the human resources commission's work. It held virtual meetings every two weeks, particularly to remind its members of the legal measures to be taken in the context of managing this crisis, and to serve as a platform for exchanges of views on



gestion de cette crise et pour servir de plateforme d'échange pour les questions de droit du travail et de dispositions légales applicables en Suisse et en France. Les membres de la commission ont pu échanger sur les mesures prises et les meilleures pratiques dans leurs entreprises respectives. Ont notamment été abordés : le télétravail et ses conséquences en matière de remboursement de frais, d'assurances sociales et d'impôt à la source, la résilience de la main d'œuvre ou les plans de retour au travail. Une attention particulière a été apportée à la santé et au bien-être des collaborateurs.

Dans le cadre de son affiliation à l'Union patronale suisse (UPS), le GEM a participé à un groupe de travail en charge de rédiger une convention de télétravail mise à disposition des entreprises membres. Les participants à la commission se penchent aussi sur une application du télétravail à une plus large échelle post Covid-19 et ses implications en matière d'assurances sociales, en vue d'une action auprès des autorités suisses et françaises. Au-delà de la question des assurances sociales, se pose à Genève une question fiscale complexe, dont le GEM se saisira avec la commission fiscale, en collaboration avec la commission ressources humaines. Il s'agit d'une priorité du GEM.

Les participants à la commission se penchent aussi sur une application du télétravail à une plus large échelle post Covid-19 et ses implications en matière d'assurances sociales, en vue d'une action auprès des autorités suisses et françaises.

— Master en Business Analytics [MaBAn]

Le GEM est partenaire exclusif de la faculté d'économie et de management de l'Université de Genève dans le cadre d'un programme innovant unique en Suisse destiné à tisser des liens entre l'enseignement supérieur et les besoins du monde professionnel. Le programme est composé d'une première année académique et d'une seconde qui alterne immersion en entreprise [à hauteur de 80%] et cours à l'université [à hauteur de 20%]. Il vise à soutenir et préparer les

questions about employment law and the legal provisions applicable in Switzerland and France. The members of the commission were able to discuss the measures taken and best practice in their respective companies. The following topics were discussed: teleworking and its consequences for expenses reimbursement, social security contributions and withholding tax, resilience of the labour force or plans for return to work. Particular attention was paid to the health and safety of workers.

In the context of its membership of the Swiss Employers' Union (UPS), GEM participated in a working group in charge of drafting a teleworking agreement made available to member companies. Participants in the commission also considered an application of teleworking on a larger scale post Covid-19, and its implications in terms of payment of social security contributions, with a view to lobbying the Swiss and French authorities. Beyond the question of social security contributions, a complex tax issue arises in Geneva, and GEM will be raising this with the tax commission, in cooperation with the human resources commission. This is a priority of the GEM.

Participants in the commission also considered an application of teleworking on a larger scale post Covid-19, and its implications in terms of payment of social security contributions, with a view to lobbying the Swiss and French authorities.

— Master in Business Analytics [MaBAn]

GEM is the exclusive partner of the School of Economics and Management of the University of Geneva in the context of a unique innovative programme of study in Switzerland designed to establish links between higher education and the needs of the business world. The programme consists of a first academic year and a second year alternating in-company experience [accounting for 80%] and university courses [the other 20%]. It is



étudiants à des postes liées à l'analyse des données et au management dans le contexte de la transformation numérique. Le stage en entreprise dure entre dix et douze mois et commence entre le 1^{er} mars et le 1^{er} octobre. Pour trouver un stage de deuxième année, les étudiants participent à un speed recruitment meeting au cours duquel ils ont dix minutes pour convaincre les représentants des entreprises, toutes membres du GEM. Le parcours du MaBAn est un riche équilibre entre théorie et pratique pour jeter de nouveaux ponts entre l'enseignement secondaire et les besoins de l'économie. A noter que le GEM siège à l'advisory board du programme. Toutes les informations sont disponibles sur le site privé du GEM et les CV des étudiants sont disponibles auprès du secrétariat du GEM. Le GEM compte sur ses membres et leur participation active pour faire vivre ce programme innovant.

Le GEM compte sur ses membres et leur participation active pour faire vivre ce programme innovant.

— Enquête sur la pratique du télétravail et les mesures Covid-19

En mai 2020, la commission ressources humaines a lancé un sondage dans le cadre de la reprise d'activités dans les locaux des entreprises après le recours massif au télétravail en lien avec la crise sanitaire. Le sondage était destiné à partager à titre informatif les modalités des plans de reprise adoptés par les entreprises multinationales pour assurer la santé et la sécurité de leurs collaborateurs. Les résultats sont disponibles sur le site privé du GEM.

— Appels d'offre Equal Pay et certificat de travail

Deux appels d'offre pour de nouveaux contrats collectifs sont en cours d'étude pour l'année 2021. Le premier est en lien avec l'amendement à la loi sur l'égalité adopté en décembre 2018 par le Parlement suisse. La modification de cette loi est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2020. Les entreprises de plus de 100 collaborateurs doivent terminer leur première analyse d'égalité de la rémunération avant le 30 juin 2021. Celle-ci doit être vérifiée au plus tard le 30 juin 2022 par un prestataire externe agréé. La commission ressources humaines a

intended to support and prepare students for jobs connected with data analytics and management in the context of the digital transformation. The period of in-company training lasts between six and twelve months and starts between 1st March and 1st October. To find a second-year internship, students attend a speed recruitment meeting during which they have ten minutes to persuade representatives of GEM member companies. The MaBAn course is a rich balance of theory and practice, to establish new links between secondary education and the needs of business. It should be noted that GEM is on the advisory board of the programme. All the information is available on the GEM private website, and the students' CVs are available from the GEM Secretariat. GEM is relying on its members and their active participation to make this innovative programme work.

GEM is relying on its members and their active participation to make this innovative programme work.

— Survey on teleworking practice and Covid-19 measures

In May 2020, the human resources commission launched a survey in the context of the restart of work at company premises after the widespread use of teleworking due to the health crisis. The survey was intended to share information about the arrangements for restarting work adopted by multinational companies to guarantee the health and safety of their employees. The results are available on the GEM private website.

— Equal Pay and Work Certificate calls for tenders

Two calls for tenders for new group contracts are in preparation for the year 2021. The first is connected with the amendment of the law on Equality adopted in December 2018 by the Swiss Parliament. The modification of this law came into effect on 1st July 2020. Companies with over 100 employees must complete their initial analysis of equal pay by 30 June 2021. This must be audited by 30 June 2022 by an approved external



décidé de constituer un sous-groupe de travail pour sélectionner des réviseurs en vue d'un appel d'offre pour la mise en place d'un nouveau contrat collectif. Un deuxième appel d'offre portera sur la sélection d'un outil pour soutenir la réalisation de certificats de travail. Là aussi un sous-groupe de travail a été créée pour sélectionner un prestataire de service proposant un outil de nouvelle génération.

— Groupe de travail assurance maladie

De manière générale les conditions tarifaires sont restées stables. Les entreprises qui adhèrent au contrat collectif assurance-maladie ont décidé de renouveler le contrat avec le Groupe Mutuel pour trois ans à partir du 1^{er} janvier 2021. Le Groupe Mutuel a proposé des primes plus attractives que ses concurrents et a permis de trouver un produit complémentaire pour les travailleurs frontaliers accepté par la France. Une couverture complémentaire (GG1 light) avec hospitalisation en chambre commune mais sans couverture dentaire a été introduite. C'est un produit d'entrée de gamme avec une prime attractive qui devrait convaincre de nouveaux adhérents de rejoindre le contrat collectif d'assurance santé GEM.

Concernant le contrat cadre frontaliers Suisse/France, le transfert du contrat global de Generali à Groupe Mutuel s'est fait le 1^{er} septembre 2020. Le changement n'a pas engendré de variation de primes entre 2020 et 2021.

Commission affaires publiques

— Actions en lien avec la crise du Covid-19

L'action de la commission affaires publiques a été dominée par le suivi de la crise sanitaire et économique ainsi que par certaines votations cantonales et fédérales.

Dans le contexte de la crise du coronavirus, le GEM est intervenu lors de la première vague au sujet des modalités de passage à la frontière de manière à garantir aux employés frontaliers des entreprises membres de pouvoir se rendre sur leur lieu de travail. Il a aussi milité en faveur d'une application flexible des règles européennes fiscales et d'assujettissement à la sécurité sociale.

service provider. The human resources commission decided to set up a sub-working group to select auditors with a view to a call for tenders to draw up a new group contract. A second call for tenders will relate to the selection of software to generate work certificates. There too, a sub-working group has been set up to select a service provider offering a new generation software.

— Health insurance working group

Overall, the pricing conditions have remained stable. Companies which have signed up to the group health insurance contract decided to renew the contract with Groupe Mutuel for three years as from 1st January 2021. Groupe Mutuel offered more attractive terms than its competitors and enabled a complementary product to be found for cross-border workers that is acceptable to France. Supplementary cover (GG1 light) with hospitalisation in a shared room but without dental cover was introduced. It is an entry-level product with an attractive premium which should persuade new members to join the GEM group health insurance contract.

Concerning the framework contract for cross-border workers Switzerland/France, the overall contract was transferred from Generali to Groupe Mutuel on 1st September 2020. The change did not lead to any variation in premiums between 2020 and 2021.

Public Affairs Commission

— Actions connected with the Covid-19 crisis

The work of the public affairs commission was dominated by the monitoring of the health and economic crisis, as well as by certain cantonal and federal voting campaigns.

In the context of the coronavirus crisis, GEM intervened during the first wave about the modalities of crossing the border, in order to guarantee that cross-border workers were able to travel to their place of work. It also campaigned for flexible application of the European tax rules and those concerning the requirement to pay social security contributions.



En avril 2020 une délégation du GEM a rencontré le Conseiller fédéral Ueli Maurer pour attirer son attention sur la situation des multinationales, dont certaines se trouvaient dans des situations complexes. La discussion a porté notamment sur des mesures d'accompagnement en matière fiscale et de trésorerie spécifiques aux entreprises multinationales pour leur permettre de mieux affronter la crise.

En réponse à la situation, la commission affaires publiques a intensifié ses séances au moyen d'une conférence téléphonique bimensuelle consacrée à la gestion opérationnelle de la crise au sein des entreprises membres. Les discussions ont notamment débouché sur la conduite d'un sondage auprès des membres sur les mesures mises en place, les stratégies de reprise de l'activité ou de préparation des vagues suivantes.

— Dossiers politiques

Comme détaillé au chapitre des dossiers politiques, la commission affaires publiques a été fortement sollicitée dans le contexte de l'initiative pour des entreprises responsables. En 2021 son attention se portera sur la loi carbone et l'accord-cadre entre la Suisse et l'Union européenne. A noter que le GEM a pris l'initiative de contacter les principales organisations économiques genevoises généralement impliquées dans les campagnes politiques pour initier une discussion sur la gouvernance et la coordination des campagnes futures.

— Perspectives 2021

Si dans le cadre de la crise du coronavirus le GEM a bénéficié d'une attention particulière des autorités et de l'administration, c'est notamment grâce à la légitimité et à la réputation acquises ces dernières années. Afin de pérenniser ces efforts, les perspectives 2021 de la commission affaires publiques

En avril 2020 une délégation du GEM a rencontré le Conseiller fédéral Ueli Maurer pour attirer son attention sur la situation des multinationales, dont certaines se trouvaient dans des situations complexes.

In April 2020, a GEM delegation met Federal Councillor Ueli Maurer to draw his attention to the situation of multinationals, some of which found themselves in complex situations. The discussion mainly related to accompanying measures concerning tax and cash flow specific to multinational companies, to enable them to cope better with the crisis.

In response to the situation, the public affairs commission increased the frequency of its meetings by adding a fortnightly conference call devoted to the operational management of the crisis within member companies. The discussions led, in particular, to conducting a survey among members on the measures adopted, the strategies for restarting their activities or preparation for subsequent waves.

— Policy matters

As set out in the section on policy matters, the public affairs commission was heavily involved in the context of the initiative for responsible businesses. In 2021, it will devote its attention to the Carbon Law and the framework agreement between Switzerland and the European Union. It should be noted that GEM took the initiative of contacting the main Geneva business organisations which are usually involved in policy campaigns to initiate a discussion on the governance and coordination of future campaigns.

— Outlook for 2021

If GEM benefited from special attention from the authorities and the administration in the context of the coronavirus crisis, it is due in particular to the legitimacy and reputation established in recent years. In order to sustain these efforts in the longer term, the outlook for the public

In April 2020, a GEM delegation met Federal Councillor Ueli Maurer to draw his attention to the situation of multinationals, some of which found themselves in complex situations.



s'inscrivent dans une logique de rencontre avec les autorités cantonales et fédérales, avec les médias et avec le public. Pour gagner en efficacité, la fréquence des rencontres sera revue et le fonctionnement par groupes de travail thématiques qui a fait ses preuves sera développé.

Les objectifs de la commission affaires publiques seront de maintenir le rôle du GEM en tant qu'interlocuteur de référence, de renforcer son positionnement auprès des acteurs politiques et économiques et de se positionner comme leader d'opinion sur des thématiques importantes pour les multinationales telles que la responsabilité sociale et environnementale ou l'accord cadre entre la Suisse et l'Union européenne.

Afin de pérenniser ces efforts, les perspectives 2021 de la commission affaires publiques s'inscrivent dans une logique de rencontre avec les autorités cantonales et fédérales, avec les médias et avec le public.

Commission fiscale

— Mise en œuvre de la RFFA

L'année 2020 a été marquée par la mise en œuvre de la Réforme fiscale et du financement de l'AVS [RFFA]. Il s'agit d'une loi complexe impliquant des changements fondamentaux par rapport à l'environnement fiscal précédent. Un travail important a été accompli pour clarifier son implémentation et la flexibilité apportée de toutes parts pour la mise en œuvre de la loi est à saluer.

On constate aujourd'hui que les taux d'imposition effectifs des différents cantons sont assez proches les uns des autres. Les effets de dumping fiscal dénoncés par les opposants à la réforme ne se sont donc pas concrétisés. L'arc lémanique notamment fait preuve d'une relativement grande cohérence. Les principales différences ne se situent pas au niveau des outils d'incitation fiscale conformes aux normes

affairs commission in 2021 will focus on meetings with cantonal and federal authorities, the media and the public. To increase efficiency, the frequency of meetings will be reviewed and the system of operating by means of theme-specific working groups which has proven its worth will be developed further.

The objectives of the public affairs commission will be to maintain the role of the GEM as a reference interlocutor, to strengthen its positioning with political and economic actors, and position itself as an opinion leader on issues of importance to multinationals, such as social and environmental responsibility or the framework agreement between Switzerland and the European Union.

In order to sustain these efforts in the longer term, the outlook for the public affairs commission in 2021 will focus on meetings with cantonal and federal authorities, the media and the public.

Tax Commission

— Implementation of the tax and pensions system reforms

The year 2020 was marked by the implementation of the reform of the tax system and pensions funding [RFFA]. This is a complex law involving fundamental changes compared with the previous tax environment. Substantial work was carried out to clarify its implementation and the flexibility shown on all sides for the implementation of the law was commendable.

Today, it can be observed that the effective tax rates applied in the different cantons are fairly closely aligned. The effects of tax dumping criticised by opponents of the reform therefore did not materialise. The Lake Geneva Region in particular has demonstrated a relatively high level of consistency. The main differences are not in



OCDE, comme la patent box ou la déduction des dépenses de recherche et développement, mais plus en ce qui concerne la limitation générale des déductions, certains cantons ayant utilisé au maximum la latitude fédérale et d’autres ayant davantage encadré les différentes mesures.

— Développements internationaux

L’essentiel de l’année écoulée a été consacrée à l’étude de l’impact des développements internationaux en matière de fiscalité. Il s’agit d’un aspect nouveau pour le GEM qui a dû trouver des interlocuteurs, définir une position et établir des relais au niveau international, concernant essentiellement la mise en œuvre de projets en cours depuis un certain temps comme la mise en œuvre des différents plans d’action BEPS. De vifs débats ont eu lieu au sujet des défis fiscaux liés à la numérisation de l’économie, les questions de répartition des bénéfices et de niveau minimum d’imposition ne concernant pas que les GAFAs. Dans le cadre de ces discussions, le GEM a développé de bonnes relations avec le Secrétariat d’Etat aux questions financières internationales (SFI) qui dépend du Département fédéral des finances (DFF). Par son biais, la Suisse a pu créer des alliances et se positionner de manière à ce que sa voix soit entendue par l’OCDE, la remise à plat de la fiscalité des entreprises y ayant contribué. Elle a aussi permis d’éviter de justesse la combinaison de différents éléments potentiellement très dommageables qui auraient pu aboutir à une situation de double imposition si les rulings fiscaux avaient été maintenus.

La commission étudiera de près l’évolution de l’environnement compétitif, notamment américain suite aux dernières élections. Une administration démocrate pourrait conduire à une augmentation modérée du taux américain, souvent considéré comme un élément de compétitivité pour les entreprises multinationales.

Un travail important a été accompli pour clarifier son implémentation et la flexibilité apportée de toutes parts pour la mise en œuvre de la loi est à saluer.

terms of OECD-compliant tax incentive tools, but rather concerning the overall limitation on deductions, where some cantons used the maximum of room for manoeuvre allowed at federal level, while others regulated various measures more tightly.

— International developments

Most of the past year was devoted to studying the impact of international developments in the field of taxation. This is a new aspect for GEM, which had to find interlocutors, define a position and establish relay mechanisms internationally, mainly concerning the implementation of projects that have been ongoing for some time, such as the implementation of the various BEPS action plans. Lively discussions took place on the subject of tax challenges connected with the digitalisation of the economy, issues of profit shifting and the minimum level of taxation which do not only concern GAFAs. In the context of these discussions, GEM developed good relations with the State Secretariat for International Financial Matters (SFI) which is part of the Federal Finance Department (DFF). Via this means, Switzerland was able to forge alliances and position itself so that its voice would be heard by the OECD, and the overhaul of corporate taxation contributed to that. It also enabled a narrow escape from a combination of various potentially very harmful factors which could have led to a situation of double taxation if tax rulings had been maintained.

The commission will keep a close watch on the evolving competitive environment, particularly on the American side following the recent election. A Democrat administration could lead to a moderate increase of American rates, often considered as a factor of competitiveness for multinational companies.

Substantial work was carried out to clarify its implementation and the flexibility shown on all sides for the implementation of the law was commendable.



— Aspects fiscaux liés au Covid-19

Un important travail a été fourni en collaboration avec les autres commissions. La commission fiscale est notamment intervenue concernant les mesures d'urgence sur les différés de paiement d'impôt, les simplifications administratives et l'accès au financement intra-groupe.

La crise a engendré d'autres problématiques fiscales liées notamment au télétravail des travailleurs frontaliers ou à des questions plus stratégiques d'imposition des entreprises comme les conséquences en matière de droit d'imposition des sociétés dont la plupart des collaborateurs travaillent depuis la maison, parfois en zone frontalière ou dans un autre pays. La question du télétravail à long terme sera très certainement un des grands enjeux de la commission pour les années à venir si celui-ci devait devenir la norme.

Enfin se posera également à plus long terme la question du financement des mesures prises pour faire face à la crise.

— Autres sujets fiscaux d'actualité

La commission fiscale s'est également concentrée sur les discussions liées à la taxe au tonnage et sur l'initiative genevoise « zéro pertes ». A relever que malgré l'acceptation de cette dernière en votation cantonale le 27 septembre 2020, elle reste sans impact sur la mise en œuvre de la RFFA.

A l'avenir la commission fiscale souhaite demeurer un interlocuteur clé notamment vis-à-vis des autorités politiques et de l'administration fiscale. Pour cela elle adaptera au besoin sa structure et son mode de fonctionnement.

Perspectives 2021

Plusieurs sujets politiques feront l'objet d'une attention particulière du GEM.

Le GEM restera attentif aux suites de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2021. Si l'accord sur les droits acquis assure que les droits liés à l'accord sur la libre circulation (ALCP) soient préservés,

— Tax aspects linked to Covid-19

Substantial work was carried out in cooperation with the other commissions. The tax commission intervened on subjects including the emergency measures for deferral of tax payments, administrative simplifications and access to intra-group financing.

The crisis caused other tax problems, particularly connected with cross-border workers working from home, or more strategic taxation of companies, such as the consequences for the law on taxation of companies most of whose workforce are working from home, sometimes in an area close to a border or in a different country. The question of teleworking long-term will certainly be one of the major topics occupying the commission in future years if this should become usual practice.

Finally, in the longer term, the issue of financing the measures adopted to cope with the crisis will have to be addressed.

— Other topical tax issues

The tax commission also concentrated on the discussions connected with the tax on tonnage and the Geneva 'zero losses' initiative. It should be pointed out that despite the acceptance of this proposal in a referendum on 27 September 2020, it will have no impact on the implementation of the tax and pensions reform.

In future, the tax commission wishes to remain a key interlocutor particularly for the political authorities and the tax administration. It will adapt its structure and operating mode as necessary to achieve that aim.

Outlook 2021

Several policy matters will receive special attention from GEM.

GEM will remain vigilant about the consequences of the United Kingdom's departure from the European Union which became effective on 1st January 2021. While the agreement on vested rights guarantees that the rights



la limitation à deux ans de l'accord sur la mobilité des prestataires de service devra faire l'objet d'une réévaluation.

En corollaire du BREXIT, **l'accord-cadre entre la Suisse et l'Union européenne** fait l'objet d'importantes critiques alors que la question de l'avenir de la relation entre la Suisse et l'UE est centrale et nécessite des réponses claires. Pour l'économie, un accès sans entraves et non-discriminatoire au marché intérieur européen est fondamental. La préservation et le développement des accords bilatéraux doit donc être une priorité.

Enfin le Parlement helvétique a adopté en septembre 2020 une **révision ambitieuse de la loi sur le CO2**. L'objectif fixé doit être salué même si les décisions prises dans plusieurs domaines vont très loin. Pour maintenir sa compétitivité, il est essentiel que la Suisse coordonne ses mesures à l'échelle internationale.

connected with the free movement of persons will be preserved, the limitation of two years on the mobility of service providers will have to be re-evaluated.

Following on from BREXIT, **the framework agreement between Switzerland and the European Union** has been subject to major criticisms whereas the issue of the future of the relationship between Switzerland and the EU is key, and calls for clear answers. Frictionless, non-discriminatory access to the European internal market is fundamental for the economy. Therefore, the preservation and development of bilateral agreements must be a priority.

Finally, the Swiss Parliament adopted an **ambitious revision of the Law on CO2** in September 2020. The target set is commendable, even though the decisions taken in several fields are rather drastic. To maintain its competitiveness, it is essential for Switzerland to coordinate its measures at international level.



Groupement des
Entreprises
Multinationales

Groupement des Entreprises Multinationales
98, rue de Saint-Jean - CP 5278, 1211 Genève 11
Tél. + 41 58 715 32 99 - Fax + 41 58 715 33 02
www.gemonline.ch - info@gemonline.ch